

La Consultation

This document is the final report of the Intergovernmental Consultation of the establishment of the Southwest Indian Ocean Fisheries Commission, which was held in St Denis (Reunion), in February 2001. A draft agreement for the establishment of a regional fisheries body in the Southwest Indian Ocean was reviewed. The major items of discussion were the area of competence, membership, functions and finance of the regional body. Eight members of the former Committee for the Development and Management of Fisheries in the Southwest Indian Ocean as well as the European Community were present at the meeting.

Le vieillissement de la population confronte de plus en plus le praticien aux patients particuliers que sont les sujets âgés. Outre l'examen clinique traditionnel, l'évaluation gériatrique standardisée (EGS) doit rentrer dans la pratique courante de tout généraliste. Cet examen permet d'évaluer l'ensemble des fonctions cognitives, sociales, et l'autonomie fonctionnelle d'un patient. À l'aide des nombreux tests courts et pratiques de diagnostic, cet ouvrage permet au praticien de suivre l'évolution physique et psychique des personnes âgées. Il propose tout d'abord un examen clinique spécifique (évaluation cognitive, thymique, nutritionnelle, de l'équilibre et de la marche, évaluation fonctionnelle et de l'autonomie), puis un état des lieux des pathologies gériatriques, des pathologies neurodégénératives et des troubles du comportement. Cette nouvelle édition présente notamment les outils opposables à PATHOS (outil d'évaluation des états pathologiques en EHPAD) et propose des tests plus spécifiques à l'attention des sujets fragiles afin de dépister suffisamment tôt cette fragilité et un certain nombre de déficits pour mettre en place des attitudes de prévention, de traitement et de prises en charge efficaces. Ce guide s'intègre parfaitement dans la pratique des médecins généralistes, des médecins coordonnateurs en EHPAD et de tous les praticiens dans le suivi de leurs patients âgés.

About the publication The African Charter on the Rights and Welfare of the Child (African Children's Rights Charter) is the continental instrument for protecting and promoting the rights and welfare of the Child. The Children's Charter, adopted in 1990, forms part of the salient features of the African human rights system, complementing the parent human rights instrument, the African Charter on Human and Peoples Rights (African Charter). To give meaning and effect to its provisions, the African Children's Rights Charter in article 34 establishes an organ namely the African Committee of Experts on the Rights and Welfare of the Child (African Children's Rights Committee or Committee) to monitor implementation by member states, to advocate for children's rights and to hold state parties accountable to their obligations as state parties. Working collaboratively on the continent's human rights system, the organs comprising the African human rights, namely, the African Commission on Human and Peoples' Rights (Commission), the African Court on Human and Peoples' Rights (Court) and the African Children's Rights Committee, have undertaken to publish the African Human Rights Yearbook. This is an instrumental platform to highlight the mandate of the organs, to foster collaboration and to illustrate Africa's commitment to uphold human rights. It is an important initiative that highlights various aspects of the norms and institutions relevant for human rights on the continent. This is the third volume of the Yearbook. It includes a focus on the 2019 theme of the African Union Refugees, Returnees and Internally Displaced Persons: Towards Durable Solutions to Forced Displacement in Africa. The African Children's Committee has at the same time undertaken and published a study on Children on the Move (2019), focusing not only on refugees, detainees and internally displaced persons, but also drawing inspiration from the protective mandate of the African Children's Rights Charter to draw the continent's attention to the protection and promotion of the rights and welfare of children who are on the move. The focus on themes of the African Union enables a critical analysis of the extent of their implementation and relevance to the human rights discourse in the continent. Furthermore, the special focus of the Yearbook on various groups of people in vulnerable situation, such as children and women, signals the need to enhance their protection and prioritise their plight. The role of academic writing in advancement of human rights deserves due notice and appreciation by human rights implementing bodies. Peer reviewed academic research provides credible and independent knowledge about human rights in a specific country or region, as well as in various contexts and thematic areas. Academia plays a major role in the development of a human rights resource base that enables sustainable enhancement of human rights protection and promotion. The African Human Rights Yearbook is an excellent example of the important role played by academia in strengthening human rights protection and promotion in Africa. The breadth of knowledge enveloped in the Yearbook is evidenced by the long list of highly established scholars that informed it. By questioning and analysing the institutional architecture and the work of the three human rights bodies, the Yearbook has an invaluable role of ameliorating their functioning as a collective system. For this reason, it is critical that the Committee, Commission and Court take note of the various recommendations stemming from the research and apply them when relevant, for better protection and promotion of human rights in Africa. Mrs. Goitseone Nanikie Nkwe Chairperson of the African Committee of Experts on the Rights and Welfare of the Child. La Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (Charte des droits de l'enfant) est l'instrument central en matière de protection et de promotion des droits et du bien-être de l'enfant en Afrique. Adoptée en 1990, elle fait partie intégrante des instruments clés du système africain des droits de l'homme et complète, à cet effet, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, le traité fondateur du système africain des droits de l'homme. Pour mieux protéger les droits des enfants, le Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant (Comité) fut créé à travers l'article 34 de la Charte des droits de l'enfant. Cet organe a pour mission de surveiller et de contrôler l'application et la mise en oeuvre de la Charte. Il veille que les Etats respectent et rendent compte de la mise en oeuvre des obligations qui leur incombent en vertu de la Charte. Travaillant en étroite collaboration dans le cadre de la protection des droits de l'homme en Afrique, la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples et le Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant ont mis en place l'Annuaire africain des droits de l'homme. Cette

initiative sert d'opportunité pour promouvoir les missions dévolues auxdits organes, raffermir les liens de collaboration entre eux et rappeler l'engagement pris par l'Afrique afin de protéger les droits humains. L'Annuaire est une initiative importante car elle met en exergue les différents aspects normatifs et institutionnels des droits de l'homme en Afrique. Ce troisième volume de l'Annuaire est dédié au thème que l'Union africaine a retenu pour l'année 2019; Année des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées: Vers des solutions durables aux déplacements forcés en Afrique. En parallèle, le Comité a entrepris et publié une cartographie des enfants en mouvement en Afrique (2019) axée sur les réfugiés, les détenus et les déplacés internes. Tirant ses fondements du mandat de protection que confère la Charte des droits de l'enfant, la cartographie attire l'attention du continent sur la protection et la promotion des droits et du bien-être des enfants en mouvement. L'emphase sur les thèmes de l'Union africaine dans l'Annuaire permet d'examiner le degré de leur mise en oeuvre et leur importance au débat sur la question des droits de l'homme en Afrique. Par ailleurs, l'accent mis sur les catégories et groupes en situations de vulnérabilité dont les enfants et les femmes, sert à réitérer la nécessité de renforcer leur protection et de prioriser leur infortune. Les organes de protection des droits de l'homme devraient reconnaître, à sa juste valeur, le rôle que jouent les travaux scientifiques dans la promotion des droits de l'homme. Les travaux de recherche scientifique relus et examinés par les pairs fournissent des connaissances crédibles et indépendantes sur les droits de l'homme dans un pays ou une région spécifique, ainsi que dans divers contextes et domaines thématiques. Les universités jouent un rôle prépondérant dans la mise en place des ressources adéquates en matière des droits de l'homme en vue de renforcer durablement leur protection et promotion. L'Annuaire africain des droits de l'homme est un parfait exemple de l'important rôle joué par les universités dans le renforcement de la protection et de la promotion des droits de l'homme en Afrique. La profondeur des connaissances que regorge l'Annuaire peut être illustrée de par la longue liste d'universitaires et des chercheurs qui le constituent. En interrogeant et en analysant l'architecture institutionnelle et le travail des trois organes de défense des droits de l'homme, l'Annuaire joue un rôle inestimable dans l'amélioration de leur fonctionnement en tant que système collectif. Pour cette raison, il est essentiel que le Comité, la Commission et la Cour prennent note des diverses recommandations découlant des recherches entreprises et les appliquent le cas échéant pour une meilleure protection et promotion des droits de l'homme en Afrique.

Mme Goitseone Nanikie Nkwe Président du Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant

Table of Contents I. ARTICLES FOCUSED ON ASPECTS OF THE AFRICAN HUMAN RIGHTS SYSTEM AND AFRICAN UNION HUMAN RIGHTS STANDARDS ARTICLES PORTANT SUR LES ASPECTS DU SYSTÈME AFRICAIN DES DROITS DE L'HOMME ET LES NORMES DES DROITS DE L'HOMME DE L'UNION AFRICAINE

Le système africain de protection des droits de l'homme et la question des enfants soldats Abelungu, Junior Mumbala L'émergence d'un juge électoral régional africain Adjolohoun, Sègnonna Horace & Youmbi, Eric M. Ngango O direito ao desenvolvimento como um direito fundamental: a sua proteção jurídica na União Africana e na ordem jurídica dos Países Africanos de Língua Oficial Portuguesa Baldé, Aua Le temps du procès et la sécurité juridique des requérants dans la procédure devant la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples Dzesseu, SergesFrédéric Mboumegne Patterns of discrimination based on sexual orientation in Africa: is there a Lusophone exception? Garrido, Rui Children's right to sustainable development under the African human rights framework Boshoff, Elsabé & Damtew, Samrawit Getaneh Journalism and human rights standards in Africa: reportage of violence against persons with albinism in Malawian newspapers Mlenga, Joe Droits de l'homme et justice climatique en Afrique Owona, Daniel Mental health and exploitation, violence and abuse: the domestication of articles 5 and 16 of the African Charter on Human and Peoples' Rights in Ghana and its implication for conventional and traditional mental healthcare Schuck, Natalie The privacy awakening: the urgent need to harmonise the right to privacy in Africa Singh, Avani & Power, Micheal The settlement option: friend or foe to human rights protection in Africa? Zarifis, Ismene Nicole II ARTICLES RELATED TO THE THEME OF THE YEAR 2019: 'REFUGEES, RETURNEES AND INTERNALLY DISPLACED PERSONS: TOWARDS DURABLE SOLUTIONS TO FORCED DISPLACEMENT IN AFRICA' ARTICLES PORTANT SUR LE THÈME DE L'ANNÉE 2019: « ANNÉE DES RÉFUGIÉS, DES RAPATRIÉS ET DES PERSONNES DÉPLACÉES: VERS DES SOLUTIONS DURABLES AUX DÉPLACEMENTS FORCÉS EN AFRIQUE » The protection of climate refugees under the African human rights system: proposing a value-driven approach Addaney, Michael; Jegede, Ademola Oluborode and Matinda, Miriam The African Union Protocol on Free Movement of Persons in Africa: development, provisions and implementation challenges Adeola, Romola La prévention de l'apatridie dans le système africain des droits de l'homme Avlessi, Renaud Fiacre Legal protection of refugee children in Africa: positive aspects and shortcomings d'Orsi, Cristiano III CASE COMMENTARIES COMMENTAIRES DE DECISIONS Entre imperium illimité et decidendi timoré: la réparation devant la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples Adjolohoun, Sègnonna Horace & Oré, Sylvain Le droit à l'autodétermination en tant que droit fondamental de l'homme et des peuples à la lumière de l'avis de la Cour internationale de Justice sur l'archipel des Chagos Ben Achour, Rafaâ Commentaire de l'arrêt de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples dans l'affaire Mariam Kouma et Ousmane Diabaté c. Mali Bizimana, Eric Interrogating the status of amnesty provisions in situations of transition under the Banjul Charter: review of the recent jurisprudence of the African Commission on Human and Peoples' Rights Dersso, Solomon Silences that speak volumes: the significance of the African Court decision in APDF and IHRDA v Mali for women's human rights on the continent Kombo, Brenda K The Advisory Opinion of the International Court of Justice on Chagos: a critical overview Mahadew, Roopanand State compliance with decisions of the African Court: the case of Alfred Agbesi Woyeme v Ghana Morhe, Renee Aku Stitsofe and Mensah, Richard Obeng A missed opportunity on the mandatory death penalty: a commentary on Dexter Eddie Johnson v Ghana at the African Court on Human and Peoples' Rights Novak, Andrew Is the African Court's decision in Dexter Eddie v Ghana a missed opportunity? A reply to Andrew Novak Nkhata, Mwiza Jo L'affaire Armand Guehi c. Tanzanie et la question du droit à l'assistance consulaire: l'intrusion d'une nouvelle préoccupation dans le corpus juridique des droits de l'homme en Afrique

Oulepo, Nemlin Hie Arnaud

Recommendations made include the need: for a background study and consultation on the normative framework for fish trade and food security; for the preparation of technical guidelines on the Code of Conduct for Responsible Fisheries (CCRF), fish trade and food security; and better training to improve capacity of policy makers and technical personnel on international issues dealing with fish trade and food security.

La consultation d'anesthésie est un élément d'amélioration de la qualité de soins péri-opératoires. Obligatoire, son enseignement se révèle encore insuffisant. Organisé par thématique et rédigé par des spécialistes universitaires et libéraux, ce guide pratique s'articule autour de 40 fiches. A l'appui de recommandations formalisées d'experts, il offre une vision globale de l'exercice : aspects réglementaires et pratiques, prédiction du risque, préparation à l'intervention et anticipation de la stratégie anesthésique.

The European Yearbook has expanded over the years in keeping with the role played by European institutions compared with national ones. It is an indispensable work of reference for anyone dealing with these institutions, which have become so numerous & varied that no-one can possibly memorise all their acronyms or functions. The European Yearbook provides aids for finding one's way through the labyrinth of these organisations which coordinate a variety of activities in over 20 countries. One of the aids is an 'organisation chart' at the beginning of the documentary section, giving a clear picture of the general situation. A perusal of the many contributions in the volume organisation by organisation, shows the full diversity of the activities which Europe is gradually taking over from national governments, with their consent & financial support. Written in both of the Council of Europe's official languages, English & French, the European Yearbook also contains a general index by subject & name which constitutes a very valuable list of articles & provides direct access to the work's subject matter, regardless of the particular organisation concerned, offering a kind of cross-section of the activities of European organisations.

Major topics discussed were: action on recommendations of the fourteenth session; global emerging issues in fisheries development and management relevant to the region; recommendations of the CECAF Scientific Sub-Committee and its future work; possibilities for upgrading the committee to a commission level; and regional implementation of the Code of Conduct for Responsible Fisheries.

This report sets out the recommendations of the 7th expert consultation together with papers presented, which was held within the framework of the Co-operative Research Programme on Fish Technology in Africa. Issues considered relating to post-harvest fish utilisation in Africa included fresh fish markets, fish processing, quality assurance, marketing and socio-economic issues.

This document is the final report of the Third Intergovernmental Consultation on the Establishment of a Southwest Indian Ocean Fisheries Commission, held in Nairobi, Kenya, from January 27-30 2004. For waters under the sovereignty of coastal States, the Consultation agreed that a regional body for the management and development of coastal fisheries, with advisory powers only, be set up under Article VI of the FAO Constitution. For the high seas, it agreed that there should be a separate instrument, outside of the FAO, with the power to take binding decisions on conservation and management measures. The Consultation recognized the right of involvement of coastal States in the high seas instrument and identified linkages between the proposed coastal State and the high seas arrangements. The Consultation also agreed on the draft text for a resolution to the FAO Council and for the statutes of a regional body for the management and development of coastal fisheries. Possible elements of a draft agreement for the high seas were briefly discussed.--Publisher's description.

The Routledge History of Disease draws on innovative scholarship in the history of medicine to explore the challenges involved in writing about health and disease throughout the past and across the globe, presenting a varied range of case studies and perspectives on the patterns, technologies and narratives of disease that can be identified in the past and that continue to influence our present. Organized thematically, chapters examine particular forms and conceptualizations of disease, covering subjects from leprosy in medieval Europe and cancer screening practices in twentieth-century USA to the ayurvedic tradition in ancient India and the pioneering studies of mental illness that took place in nineteenth-century Paris, as well as discussing the various sources and methods that can be used to understand the social and cultural contexts of disease. Chapter 24 of this book is freely available as a downloadable Open Access PDF under a Creative Commons Attribution-Non Commercial-No Derivatives 3.0 license.

<https://www.routledgehandbooks.com/doi/10.4324/9781315543420.ch24>

Le Comité social et économique est une instance représentative du personnel d'une entreprise qui peut parfois sembler complexe... Lorsque l'entreprise prévoit de mettre en œuvre un projet important, que ce soit une réorganisation, un transfert de salariés avec changement d'employeur, un licenciement économique collectif ou un accord de rupture conventionnelle collective, l'employeur doit y associer le CSE et / ou les Organisations Syndicales présentes dans l'entreprise. Conçues à l'origine afin de préserver et de concilier l'intérêt de l'entreprise et celui des salariés, les différentes procédures de consultation du CSE et de négociation collective apparaissent aujourd'hui complexes.

Pourtant, les pratiques développées au fil du temps et les différentes réformes du droit du travail ont permis d'en clarifier et d'en simplifier les modalités. Le guide La consultation du CSE et la négociation collective en cas de projets importants de l'entreprise rassemble les règles et principes applicables et propose des conseils pratiques. Il présente de façon claire les étapes de chaque consultation du CSE et la négociation avec les Organisations Syndicales afin d'en permettre la mise en œuvre concrète. Cet ouvrage s'adresse à tous ceux qui sont en relation avec le CSE et les Organisations Syndicales : l'employeur, les services RH, le service des relations sociales mais aussi les

membres du CSE et les délégués syndicaux. Enfin, il intéressera également les salariés souhaitant comprendre comment leurs représentants sont associés aux projets importants de l'entreprise. Cet ouvrage se veut être un guide pratique décrivant les étapes de la consultation du CSE et de la négociation avec les Organisations Syndicales ! À PROPOS DE L'AUTEURE Nadia Gssime, docteur en droit, est passionnée de droit du travail. Forte de plus de 15 années d'expérience en droit du travail et d'expertise en relations sociales, elle concentre dans cet ouvrage les principes applicables et des conseils pratiques à destination des professionnels du secteur, juristes ou non. Nadia Gssime a travaillé en cabinet d'avocats, en cabinet de conseil spécialisé en restructurations, mais également au Ministère du Travail en tant que chargée de mission. Elle est par ailleurs la créatrice du site internet « Carnets de Droit du travail » et a enseigné à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Les pouvoirs publics connaissent actuellement une crise d'identité, d'aucuns diraient de légitimité. Cette crise se manifeste notamment par la faiblesse des taux de participation électorale dans de nombreux pays de l'OCDE et par un sentiment ...

Issued 1931- in two parts: Bulletin and Statistiques; in two volumes, one consisting of regular monthly numbers, the other the Compte rendu of the annual sessions of the Comité de l'office.

Les océans et les mers sont pollués par des quantités énormes de déchets marins, en particulier de produits à usage unique comme les sacs en plastique fins. Outre la lourde menace qu'il fait peser sur la biodiversité des écosystèmes marins et océaniques, ce phénomène alarmant entraîne un risque sanitaire pour l'homme et un manque à gagner pour les économies des zones littorales. Les multiples documents stratégiques et textes législatifs européens applicables aux déchets marins restent insuffisants pour apporter une réponse efficace. Dans la foulée du sommet de la terre de Rio+20, il apparaît donc indispensable d'adopter de nouvelles mesures à l'échelle communautaire. La Commission européenne a ouvert une consultation publique sur l'« établissement d'un objectif quantitatif global de réduction des déchets marins », qui court jusqu'au 18 décembre 2013. Le présent rapport d'information explicite les réponses de la Commission des affaires européennes au questionnaire fermé soumis aux parties prenantes par la Commission européenne ; au-delà, il explore toutes les pistes d'actions publiques envisageables. Il s'agit en effet d'embrasser le problème dans toute sa complexité, en intervenant à chaque étape du cycle de vie des déchets.

In this book, a global panel of experts considers the international implications of legalised euthanasia based on experiences from Belgium.

L'Assemblée nationale a organisé, du 4 au 17 octobre dernier, sur son site internet, une consultation citoyenne sur l'impact de la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes. Pour être exploitable, la consultation devait être limitée à quelques thèmes choisis parmi les soixante-dix-sept articles de la loi de 2014. Cinq thématiques, emblématiques des principaux enjeux de la loi du 4 août 2014, ont été retenues. La première thématique portait sur les objectifs de la politique en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, tels qu'ils ont été définis à l'article 1er de la loi. Nous avons interrogé nos concitoyens sur les priorités qui devaient être celles des pouvoirs publics en ce domaine. La deuxième thématique concernait la place et l'image des femmes dans les médias audiovisuels et sur internet, à travers deux dispositifs : d'une part, le renforcement des obligations des télévisions et radios nationales en matière d'égalité entre les femmes et les hommes dans leur programmation ; d'autre part, l'extension du signalement de contenus illicites sur l'Internet à l'incitation à la haine à l'égard des personnes en raison de leur sexe. La troisième thématique portait sur le partage des responsabilités parentales, autre volet de la loi du 4 août 2014, avec deux mesures : l'instauration de la prestation partagée d'accueil de l'enfant, et l'octroi d'une autorisation d'absence au conjoint d'une femme enceinte pour assister aux examens médicaux dans le cadre de la surveillance médicale de la grossesse et des suites de l'accouchement. La quatrième thématique concernait le mécanisme de garantie publique contre les impayés de pensions alimentaires (GIPA) instauré par la loi du 4 août 2014. Enfin, la cinquième thématique portait sur le renforcement de la protection contre les violences conjugales avec la réforme, en tout cas le perfectionnement de l'ordonnance de protection et la généralisation du téléphone « grand danger ». Ce sont donc les services du comité d'évaluation et de contrôle et l'association Regards citoyens qui ont procédé au travail d'analyse de l'ensemble des contributions. Cela permet de dégager quelques tendances. Sur chacune des cinq thématiques, quelques lignes fortes sont apparues. S'agissant de la prestation partagée d'accueil de l'enfant, sujet extrêmement important qui constitue un apport de la loi du 4 août 2014. Le dispositif est considéré par 55 % des personnes interrogées comme encore insuffisamment adapté pour inciter l'autre parent à prendre un congé parental, et par 58 % comme insuffisamment adapté pour permettre un retour rapide des femmes à la vie professionnelle. En ce qui concerne l'ordonnance de protection qui est un travail au long cours puisque ce dispositif a été créé par la loi du 9 juillet 2010 puis amélioré grâce à la loi du 4 août 2014, les rapporteurs notent un partage égal entre les internautes qui la jugent adaptée ou parfaitement adaptée à ses objectifs et ceux qui ne souscrivent pas à cette appréciation.

During a period characterised by both prolonged recession and the increasing complexity of enterprises, informing and consulting with workers becomes all the more important. It is therefore not surprising that the European Commission of the EEC's proposal in favour of a directive concerning such activities attracted attention and created contro

[Copyright: ee18590a55f16fbbfd44ea0795a5f315](https://www.pdfbookmarks.com/ee18590a55f16fbbfd44ea0795a5f315)